

Les jeunes toujours plus en souffrance

Les derniers chiffres évoquant la santé mentale des jeunes dessinent des contours plutôt inquiétants. En Charente, différents maillons d'aides se mobilisent pour écouter et orienter ce public en souffrance.

PACÔME BIENVENU
p.bienvenu@charentelibre.fr

Un drame familial, un cas de harcèlement scolaire ou un environnement aux perspectives sombres. Une boule et tout un mélange de mal-être grandissant. La santé mentale des jeunes vacille en eaux troubles, de façon inquiétante. Depuis la crise sanitaire, les cas d'appel à l'aide ne cessent d'être évalués à la hausse, dans des structures toujours au bord de l'implosion. La santé mentale doit devenir une réelle « priorité nationale », a assuré le Premier ministre Gabriel Attal, lors de son discours de politique générale le 30 janvier 2024. Au sein du centre hospitalier Camille Claudel à Angoulême, « l'état dépressif, en plus des troubles anxieux, est de plus en plus visible. En milieu scolaire, le harcèlement est aussi source d'un repli sur soi-même », constate David Dereure, directeur de l'établissement hospitalier. « Comme les tentatives de suicide, mais sans intention d'amener au décès. Comme un signe de détresse profond. »

Six mois d'attente pour un rendez-vous, mais de l'espoir.

Au cœur du service de pédopsychiatrie, l'accueil des patients ne désemplit pas, et traîne aussi ses problématiques. L'unité des jeunes (12-18 ans), a fonctionné en voilure réduite pendant deux années. Le manque d'infirmières a mis l'offre de soin de dix lits en péril. Sur tous les fronts, François Boyer, chef du pôle de pédopsychiatrie, tire quelques conclusions parlantes. « Depuis fin 2023, on revient à la normale. Mais les prises en charge se



Faute de prise en charge rapide avec un professionnel, la maison des ados écoute les premiers maux de ces enfants. Renaud Joubert

montrent plus complexes. Un jeune reste de plus en plus longtemps hospitalisé, face à des problématiques plus profondes. On souhaiterait les limiter à une semaine, mais on les dépasse souvent largement. » En 2021, 447 jeunes charentais (de 15 à 24 ans) ont été affectés en psychiatrie pour une longue durée, selon l'ARS. Le double de 2012. En ce qui concerne le délai pour obtenir un premier rendez-vous : il vient de retomber en dessous de 6 mois. « Nous faisons tout notre possible. Bien entendu, les cas extrêmes et les urgences sont traités immédiatement », assure le médecin. Un laps de temps bien moindre, face à des établissements dépassant un, voire deux ans d'attente. Elle reste néanmoins significativement bien longue face à l'urgence. Mais alors, où se tourner ? « Nous sa-

voons ce qu'il peut se passer en 6 mois. Plus les délais sont longs, plus on enkyste les problèmes qui se répercutent aussi sur les services adultes. » Une demande forte, bien accentuée par les territoires voisins, comme la Dordogne et la Charente-Maritime, orphelins de service spécialisé. « C'est un recours, ce qui explique aussi le taux de remplissage. Mais réduire l'attente, c'est compliqué. On ne peut pas baisser le temps de consultation consacré à chaque jeune. » Pour désengorger les établissements de santé, la maison des adolescents d'Angoulême se montre comme « un précieux refuge d'écoute rapide, gratuit, et anonyme », livre Alexandre Dupouy, coordinateur de l'établissement qui affiche un délai de trois semaines.

« Lorsque les jeunes viennent, ils parlent. Ils ont le besoin d'évacuer. On arrive à créer une certaine confiance avec eux. Tant qu'il n'y a pas de suivi médical, on ne les lâche pas. Pour ceux qui n'osent pas, nous multiplions la prévention. C'est comme ça que les indécis font le pas. »

La consommation de médicaments en augmentation

Le Gouvernement promet une prise en charge renforcée. « A Camille Claudel, on a quand même la chance d'avoir des renforts ponctuels, un nouveau poste de psychologue en 2022, et d'infirmier l'année passée », note David Dereure. Trop peu pour pallier aux manques. « Le souhait serait de renforcer les équipes de la maison des ados », admet le directeur. Un centre médico-

Les jeunes prennent-ils soin d'eux ?

Clara (15 ans) en témoigne : « J'ai déjà vu des gens mal dans ma classe, ce sont souvent des gens en retrait, dans le fond de la classe ». Lola (14 ans) rajoute : « On a déjà eu des interventions en cours sur le harcèlement scolaire, je sais que ça a fait réfléchir ». Mathys (16 ans), lui, avoue : « Mes parents me disent d'arrêter de regarder la télé, qu'il y a toujours des mauvaises nouvelles ». Maxence (15 ans), son ami, assure lucidement : « On est entre amis, on fait du sport aussi pour aller bien. J'en connais qui sont allés chez un psy, mais je ne sais pas si ça les aide. » « C'est vrai que depuis le covid, je reste plus chez moi quand je ne vais pas à l'école », reconnaît-il. En France, près de 4 jeunes sur 10 admettaient ne pas prendre soin d'eux en 2022 selon CoviPrev.

psychologique pour les 8-12 ans, avec des consultations spécialisées est aussi espéré. « L'offre libérale est faible en Charente, avec 2,8 pédopsychiatres. Un recrutement se profile. » Une équipe mobile doit aussi être alimentée pour sillonner le département. Autre facteur alarmant : l'augmentation de médicaments, antipsychotiques, hypnotiques ou antidépresseurs. « C'est un indicateur de l'état de la santé mentale. La difficulté, c'est de les faire arrêter. Cela nécessite une réévaluation assez fréquente. Pour certains, c'est être dopé au bonheur, sans les effets négatifs. On est face au danger de généralisation, notamment en médecine de ville », explique le chef du pôle de pédopsychiatrie. Le professionnel de santé nuance. « Il ne faut pas confondre santé mentale et psychiatrie. Un symptôme ne veut pas dire pathologie. Certains troubles nécessitent juste une intervention précoce. Les addictions ou les troubles alimentaires sont aussi les grandes causes de ce constat. »

Les établissements scolaires au premier plan du mal-être

Sabrina Allègre, infirmière conseillère technique à l'académie de Poitiers, a lancé une grande campagne de formation en secourisme de la santé mentale du personnel éducatif. En Charente, l'ensemble des collèges y participe depuis le début de l'année 2024.

Souvent en première ligne du mal-être des jeunes, l'ensemble du personnel éducatif se retrouve livré à lui-même face aux nombreux cas d'anxiété ou détresse mentale des élèves. Au sein de l'académie de Poitiers, le personnel va être suivi et formé par Sabrina Allègre, infirmière conseillère technique sur le sujet. Quel est votre rôle au sein du rectorat ? Sabrina Allègre: En lien avec les

politiques ministérielles, je vais à la recherche des déterminants de santé dans chaque département de l'académie de Poitiers pour être au plus près des besoins des élèves. L'un des plus importants est la santé mentale des jeunes. Nous déployons un axe très fort sur le sujet. En milieu scolaire, les infirmières sont au premier plan du mal-être des jeunes ? Oui. Nous devons les accompagner. Bien sûr, nous ne sommes

pas des pédopsychiatres. Nous sommes dans la prévention et la formation de nos personnels. C'est notre rôle éducatif. Vous avez décidé de former votre personnel dans son ensemble, souvent livré à lui-même ? Le ministère souhaite deux personnes formées en secourisme de santé mentale. Nous avons déployé la formation dès janvier 2024. En Charente, l'ensemble des collèges sont formés et ont même jusqu'à quatre référents.

Pour les chefs d'établissement, les secrétaires, les conseillers pédagogiques et d'orientation, les assistantes d'éducation. Mais aussi le personnel ressource de santé, comme les infirmières, formé sur le repérage de la crise suicidaire. Sur quels axes ? Sur l'accueil et l'écoute. Les jeunes ont souvent plus de maux que de mots pour exprimer leur souffrance. On forme aussi au repérage de la crise psychique au

moment où l'on montre un trop-plein, et qu'il est temps d'évacuer par les mots. A l'orientation rapide également, pour consulter les bonnes personnes. C'était une demande particulière des établissements ? Oui, des jeunes, mais aussi des établissements scolaires. Tout est remonté à notre niveau. Nous sommes tous impactés et volontaires pour aider ces jeunes. Nous allons faire un retour d'expérience dans les mois à venir.